



**PREFECTURE
REGION ILE DE
FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°IDF-016-2021-06

PUBLIÉ LE 7 JUIN 2021

Sommaire

Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d Île-de-France / Unité régionale d appui et de contrôle

IDF-2021-06-01-00011 - ARRÊTÉ PORTANT SUR LA DEMANDE DE DEROGATION A L'OBLIGATION DE REPOS DOMINICAL PRESENTEE PAR LA SOCIETE ACCMA, POUR SON INTERVENTION SUR LE SITE DE CONSTRUCTION de la Ligne CDG EXPRESS Zone gare Roissy RER B (2 pages)

Page 3

Direction régionale et interdépartementale de l hébergement et du logement / Unité départementale de Paris

IDF-2021-06-04-00002 - arrêté fixant pour une année les loyers de référence, les loyers de référence majorés et les loyers de référence minorés applicables sur le territoire de la ville de Paris (21 pages)

Page 6

Direction régionale et interdépartementale de
l'économie, de l'emploi, du travail et des
solidarités d Île-de-France

IDF-2021-06-01-00011

ARRÊTÉ PORTANT SUR LA DEMANDE DE
DEROGATION A L'OBLIGATION DE REPOS
DOMINICAL PRESENTEE PAR LA SOCIETE
ACCMA, POUR SON INTERVENTION SUR LE SITE
DE CONSTRUCTION de la Ligne CDG EXPRESS
Zone gare Roissy RER B

ARRETE

**PORTANT SUR LA DEMANDE DE DEROGATION A L'OBLIGATION DE REPOS DOMINICAL
PRESENTEE PAR LA SOCIETE ACCMA,
POUR SON INTERVENTION SUR LE SITE DE CONSTRUCTION de la Ligne CDG EXPRESS –
Zone gare Roissy RER B**

LE PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

VU le Code du travail et notamment les articles L. 3132-20, L. 3132-25-3 et R. 3132-17 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2021-0794 du 12 avril 2021 portant délégation de signature du Préfet de la Seine-Saint-Denis au Directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France et la décision n° 2021-03 du 13 avril 2021 portant subdélégation de signature du Directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France en matière de repos dominical ;

VU la demande de dérogation à la règle du repos dominical du 31 mars 2021, réceptionnée le 2 avril 2021 par les service de la préfecture de Seine Saint Denis et le 26 mai 2021 par le service instructeur de la DRIEETS ; demande formulée par Mr Yoann URBAN, PDG de la Sté ACCMA sise ZI St Andoche – Bd de l'industrie 71400 AUTUN pour l'intervention de 5 salariés sur le site de construction de la ligne Charles de Gaulle Express, le dimanche 6 juin 2021 ;

VU la décision unilatérale de l'employeur en date du 29/03/2021 ;

VU le procès-verbal du référendum organisé le 31 mars 2021 et le vote favorable obtenu ;

VU le PV de carence aux élections du CSE organisées le 16/12/2019 ;

VU le formulaire de demande qui précise que le repos sera donné un autre jour que le dimanche à tous les salariés du chantier ;

VU les attestations de volontariat des salariés mobilisés prévues par l'article L3132-25-4 du Code du travail ;

VU l'avis de l'inspecteur du travail de l'UC Grands Chantiers compétent ;

Tél. : 01.70.96.13.54
Mèl : idf.uracgc@drieets.gouv.fr
DRIEETS d'Ile-de-France
21, rue Madeleine Vionnet 93300 Aubervilliers
<https://idf.dreets.gouv.fr>

CONSIDERANT que la société ACCMA invoque devoir réaliser la pose d'une passerelle à l'aplomb des voies SNCF allant du parking PR vers les nouvelles voies de garage du RER B ; que ces travaux ne peuvent être réalisés qu'à la condition de la fermeture des voies ferrées et sous coupure des caténaires ; qu'une interruption de circulation routière est nécessaire de surcroît ;

CONSIDERANT la situation d'urgence invoquée et justifiée ;

CONSIDERANT que la réalisation de ces travaux ne peut intervenir que sous ITC (Interruption temporaire de Circulation) demandées et obtenues auprès de la SNCF ; que l'intervention le dimanche sous ITC est le seul moyen de réaliser l'ouvrage et permet de contribuer au fonctionnement normal du chantier entrepris ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Sous réserve de l'application de l'article L.3132-1 du Code du travail, la Société ACCMA est autorisée à déroger à l'obligation de repos dominical, **pour 5 salariés le dimanche 6 juin 2021** pour la réalisation des travaux liés à la pose de la passerelle au-dessus des voies SNCF sous ITC en zone gare Roissy RER B.

ARTICLE 2 :

Le personnel employé bénéficiera au minimum des contreparties prévues aux articles L3132-25-3 et L3132-25-4 du Code du travail et de celles indiquées dans l'accord d'entreprise ou la décision unilatérale de l'employeur approuvé par référendum selon le cas.

ARTICLE 3 :

Le Directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont notification est faite au demandeur et est publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Région.

Aubervilliers, le 1^{er} juin 2021

P/ Le Préfet, par subdélégation,
P/ Le Directeur régional et interdépartemental de
l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
d'Île-de-France
La Responsable du Pôle Politiques du Travail

Voies et délais de recours : Cet arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent ; Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Direction régionale et interdépartementale de
l'hébergement et du logement

IDF-2021-06-04-00002

arrêté fixant pour une année les loyers de
référence, les loyers de référence majorés et les
loyers de référence minorés applicables sur le
territoire de la ville de Paris



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTE N°

Fixant pour une année les loyers de référence, les loyers de référence majorés et les loyers de référence minorés applicables sur le territoire de la ville de Paris

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article R 111-1-1 ;

Vu la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ;

VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, notamment son article 140 mettant en place un dispositif expérimental d'encadrement des loyers ;

VU le décret n° 2014-1334 du 5 novembre 2014 modifié relatif aux observatoires locaux des loyers, aux modalités de communication et de diffusion de leurs données et à la création du comité scientifique de l'observation des loyers ;

VU le décret n° 2015-650 du 10 juin 2015 modifié relatif aux modalités de mise en œuvre du dispositif d'encadrement du niveau de certains loyers et modifiant l'annexe de l'article R 366-5 du code de la construction et de l'habitation;

VU le décret n° 2019-315 du 12 avril 2019 fixant le périmètre du territoire de la ville de Paris sur lequel est mis en place le dispositif d'encadrement des loyers prévu à l'article 140 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2014 délivrant l'agrément d'observatoire local des loyers à l'association Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne ;

VU l'arrêté du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris n°IDF-2019-05-28-013 n° 2019-05 du 28 mai 2019 fixant les loyers de référence, les loyers de référence majorés et les loyers de référence minorés pour la ville de Paris, à compter du 1^{er} juillet 2019 ;

VU l'arrêté du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris n° IDF-2020-06-03-001 du 3 juin 2020 fixant les loyers de référence, les loyers de référence majorés et les loyers de référence minorés pour la ville de Paris, à compter du 1^{er} juillet 2020 ;

Sur proposition du préfet, secrétaire général aux politiques publiques de la région d'Île-de-France ;

ARRÊTE :

Article 1-

Le présent arrêté fixe, à compter du 1er juillet 2021, sur l'intégralité du territoire de la ville de Paris, les loyers de référence, les loyers de référence majorés et les loyers de référence minorés, par catégorie de logement et par secteur géographique, mentionnés au I de l'article 140 de la loi du 23 novembre 2018 susvisée. Ces loyers, exprimés en euros par mètre carré de surface habitable, figurent à l'annexe 2 du présent arrêté.

Article 2-

Les loyers de référence, les loyers de référence majorés et les loyers de référence minorés mentionnés au I de l'article 140 de la loi du 23 novembre 2018 susvisée sont fixés par catégorie de logement et secteur géographique en fonction de la structuration du marché locatif et à partir des niveaux de loyers constatés par l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne.

Pour l'application du présent arrêté, les catégories de logement sont déterminées en fonction des caractéristiques du logement suivantes :

- Le type de location, non meublée ou meublée ;
- Le nombre de pièces principales au sens de l'article R 111-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- L'époque de construction : avant 1946, de 1946 à 1970, de 1971 à 1990, après 1990.

Les secteurs géographiques figurant à l'annexe 1 regroupent les quartiers délimités par les documents cartographiques figurant à l'annexe 3.

Article 3-

Pour la fixation des loyers de référence des logements loués meublés mentionnés au IV de l'article 140 de la loi du 23 novembre 2018 susvisée, il est fait application, en fonction du secteur géographique et de la catégorie de logement, d'une majoration unitaire par mètre carré aux loyers de référence mentionnés à l'article 2 du présent arrêté. Cette majoration est déterminée à partir des écarts constatés entre les loyers des logements loués non meublés et des logements loués meublés observés par l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne.

Article 4-

Le présent arrêté comportant ses annexes est consultable sur le site internet de la direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'Île-de-France, à l'adresse suivante : www.drihl.ile-de-France.developpement-durable.gouv.fr

Article 5-

Le préfet, secrétaire général aux politiques publiques de la région d'Île-de-France et la directrice régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, accessible sur le site internet de la préfecture : www.prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france

Fait à Paris, le 4 juin 2021

Le Préfet de la région d'Île-de-France
Préfet de Paris
Signé

Marc GUILLAUME

Au moyen du plan d'ensemble figurant à l'annexe 3 du présent arrêté, la planche cartographique permet d'identifier le quartier de localisation de l'immeuble puis le secteur géographique.

ANNEXE 1 : Les secteurs géographiques

QUARTIERS	SECTEURS GEOGRAPHIQUES
1 Saint-Germain-L'Auxerrois (Ier arrondissement)	2
2 Halles (Ier arrondissement)	5
3 Palais-Royal (Ier arrondissement)	2
4 Place Vendôme (Ier arrondissement)	2
5 Gaillon (IIe arrondissement)	2
6 Vivienne (IIe arrondissement)	4
7 Mail (IIe arrondissement)	4
8 Bonne Nouvelle (IIe arrondissement)	4
9 Arts et Métiers (IIIe arrondissement)	4
10 Enfants Rouges (IIIe arrondissement)	4
11 Archives (IIIe arrondissement)	4
12 Sainte-Avoie (IIIe arrondissement)	4
13 Saint-Merri (IVe arrondissement)	2
14 Saint-Gervais (IVe arrondissement)	4
15 Arsenal (IVe arrondissement)	2
16 Notre-Dame (IVe arrondissement)	2
17 Saint-Victor (Ve arrondissement)	4
18 Jardin des plantes (Ve arrondissement)	10
19 Val de Grâce (Ve arrondissement)	4
20 Sorbonne (Ve arrondissement)	4
21 Monnaie (VIe arrondissement)	2
22 Odéon (VIe arrondissement)	2
23 Notre-Dame des Champs (VIe arrondissement)	1
24 Saint-Germain des Prés (VIe arrondissement)	2
25 Saint-Thomas d'Acquin (VIIe arrondissement)	1

26 Invalides (VIIe arrondissement)	1
27 Ecole Militaire (VIIe arrondissement)	1
28 Gros Caillou (VIIe arrondissement)	1
29 Champs-Élysées (VIIIe arrondissement)	2
30 Faubourg du Roule (VIIIe arrondissement)	2
31 Madeleine (VIIIe arrondissement)	2
32 Europe (VIIIe arrondissement)	3
33 Saint-Georges (IXe arrondissement)	5
34 Chaussée d'Antin (IXe arrondissement)	2
35 Faubourg Montmartre (IXe arrondissement)	5
36 Rochechouart (IXe arrondissement)	5
37 Saint-Vincent de Paul (Xe arrondissement)	5
38 Porte Saint-Denis (Xe arrondissement)	5
39 Porte Saint-Martin (Xe arrondissement)	11
40 Hôpital Saint-Louis (Xe arrondissement)	11
41 Folie-Méricourt (XIe arrondissement)	11
42 Saint-Ambroise (XIe arrondissement)	10
43 Roquette (XIe arrondissement)	11
44 Sainte-Marguerite (XIe arrondissement)	10
45 Bel Air (XIIe arrondissement)	14
46 Picpus (XIIe arrondissement)	9
47 Bercy (XIIe arrondissement)	14
48 Quinze-Vingts (XIIe arrondissement)	11
49 Salpêtrière (XIIIe arrondissement)	10
50 Gare (XIIIe arrondissement)	13
51 Maison Blanche (XIIIe arrondissement)	12
52 Croulebarbe (XIIIe arrondissement)	5
53 Montparnasse (XIVe arrondissement)	5
54 Parc de Montsouris (XIVe arrondissement)	11
55 Petit Montrouge (XIVe arrondissement)	10

56 Plaisance (XIVe arrondissement)	12
57 Saint-Lambert (XVe arrondissement)	8
58 Necker (XVe arrondissement)	6
59 Grenelle (XVe arrondissement)	7
60 Javel (XVe arrondissement)	7
61 Auteuil (XVIe arrondissement)	7
62 Muette (XVIe arrondissement)	3
63 Porte Dauphine (XVIe arrondissement)	3
64 Chaillot (XVIe arrondissement)	3
65 Ternes (XVIIe arrondissement)	6
66 Plaine de Monceaux (XVIIe arrondissement)	6
67 Batignolles (XVIIe arrondissement)	10
68 Epinettes (XVIIe arrondissement)	11
69 Grandes Carrières (XVIIIe arrondissement)	9
70 Clignancourt (XVIIIe arrondissement)	9
71 Goutte d'Or (XVIIIe arrondissement)	11
72 Chapelle (XVIIIe arrondissement)	13
73 Villette (XIXe arrondissement)	13
74 Pont de Flandre (XIXe arrondissement)	13
75 Amérique (XIXe arrondissement)	13
76 Combat (XIXe arrondissement)	14
77 Belleville (XXe arrondissement)	11
78 Saint-Fargeau (XXe arrondissement)	13
79 Père Lachaise (XXe arrondissement)	14
80 Charonne (XXe arrondissement)	13

ANNEXE 2 LOYERS DE RÉFÉRENCE, LOYERS DE RÉFÉRENCE MAJORÉS ET LOYERS DE RÉFÉRENCE MINORÉS									
secteur géographique	Nombre de pièces	Époque de construction	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré	Majoration unitaire du loyer de référence	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré
			Locations non meublées			locations meublées			
1	1	< 1946	22,5	32,2	38,6	4,0	25,3	36,2	43,4
1	1	1946-1970	23,0	32,8	39,4	4,1	25,8	36,9	44,3
1	1	1971-1990	23,0	32,8	39,4	4,1	25,8	36,9	44,3
1	1	> 1990	24,4	34,8	41,8	4,4	27,4	39,2	47,0
1	2	< 1946	20,1	28,7	34,4	3,6	22,6	32,3	38,8
1	2	1946-1970	18,8	26,9	32,3	3,4	21,2	30,3	36,4
1	2	1971-1990	19,0	27,1	32,5	3,4	21,4	30,5	36,6
1	2	> 1990	20,9	29,9	35,9	3,7	23,5	33,6	40,3
1	3	< 1946	18,8	26,9	32,3	3,4	21,2	30,3	36,4
1	3	1946-1970	18,1	25,9	31,1	3,2	20,4	29,1	34,9
1	3	1971-1990	19,0	27,2	32,6	3,4	21,4	30,6	36,7
1	3	> 1990	20,5	29,3	35,2	3,7	23,1	33,0	39,6
1	4 et +	< 1946	20,0	28,6	34,3	3,6	22,5	32,2	38,6
1	4 et +	1946-1970	17,2	24,6	29,5	3,1	19,4	27,7	33,2
1	4 et +	1971-1990	17,6	25,1	30,1	3,1	19,7	28,2	33,8
1	4 et +	> 1990	21,4	30,5	36,6	3,8	24,0	34,3	41,2

ANNEXE 2 LOYERS DE RÉFÉRENCE, LOYERS DE RÉFÉRENCE MAJORÉS ET LOYERS DE RÉFÉRENCE MINORÉS									
secteur géographique	Nombre de pièces	Époque de construction	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré	Majoration unitaire du loyer de référence	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré
			Locations non meublées			locations meublées			
2	1	< 1946	23,2	33,1	39,7	4,1	26,0	37,2	44,6
2	1	1946-1970	22,1	31,5	37,8	3,9	24,8	35,4	42,5
2	1	1971-1990	20,0	28,5	34,2	3,6	22,5	32,1	38,5
2	1	> 1990	23,2	33,1	39,7	4,1	26,0	37,2	44,6
2	2	< 1946	20,0	28,6	34,3	3,6	22,5	32,2	38,6
2	2	1946-1970	19,0	27,1	32,5	3,4	21,4	30,5	36,6
2	2	1971-1990	18,2	26	31,2	3,3	20,5	29,3	35,2
2	2	> 1990	19,0	27,1	32,5	3,4	21,4	30,5	36,6
2	3	< 1946	19,3	27,5	33,0	3,4	21,6	30,9	37,1
2	3	1946-1970	15,4	22	26,4	2,8	17,4	24,8	29,8
2	3	1971-1990	16,2	23,1	27,7	2,9	18,2	26,0	31,2
2	3	> 1990	17,4	24,8	29,8	3,1	19,5	27,9	33,5
2	4 et +	< 1946	18,1	25,8	31,0	3,2	20,3	29,0	34,8
2	4 et +	1946-1970	16,2	23,2	27,8	2,9	18,3	26,1	31,3
2	4 et +	1971-1990	15,7	22,4	26,9	2,8	17,6	25,2	30,2
2	4 et +	> 1990	18,3	26,2	31,4	3,3	20,7	29,5	35,4

ANNEXE 2 LOYERS DE RÉFÉRENCE, LOYERS DE RÉFÉRENCE MAJORÉS ET LOYERS DE RÉFÉRENCE MINORÉS									
secteur géographique	Nombre de pièces	Époque de construction	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré	Majoration unitaire du loyer de référence	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré
			Locations non meublées			locations meublées			
3	1	< 1946	19,7	28,2	33,8	3,5	22,2	31,7	38,0
3	1	1946-1970	20,2	28,8	34,6	3,6	22,7	32,4	38,9
3	1	1971-1990	20,9	29,9	35,9	3,7	23,5	33,6	40,3
3	1	> 1990	20,2	28,9	34,7	3,6	22,8	32,5	39,0
3	2	< 1946	17,9	25,5	30,6	3,2	20,1	28,7	34,4
3	2	1946-1970	18,4	26,3	31,6	3,3	20,7	29,6	35,5
3	2	1971-1990	19,1	27,3	32,8	3,4	21,5	30,7	36,8
3	2	> 1990	19,3	27,6	33,1	3,5	21,8	31,1	37,3
3	3	< 1946	17,2	24,5	29,4	3,1	19,3	27,6	33,1
3	3	1946-1970	18,0	25,7	30,8	3,2	20,2	28,9	34,7
3	3	1971-1990	17,7	25,3	30,4	3,2	20,0	28,5	34,2
3	3	> 1990	17,1	24,4	29,3	3,1	19,3	27,5	33,0
3	4 et +	< 1946	16,9	24,1	28,9	3,0	19,0	27,1	32,5
3	4 et +	1946-1970	17,2	24,5	29,4	3,1	19,3	27,6	33,1
3	4 et +	1971-1990	17,4	24,9	29,9	3,1	19,6	28,0	33,6
3	4 et +	> 1990	17,9	25,6	30,7	3,2	20,2	28,8	34,6

ANNEXE 2 LOYERS DE RÉFÉRENCE, LOYERS DE RÉFÉRENCE MAJORÉS ET LOYERS DE RÉFÉRENCE MINORÉS									
secteur géographique	Nombre de pièces	Époque de construction	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré	Majoration unitaire du loyer de référence	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré
			Locations non meublées			locations meublées			
4	1	< 1946	22,1	31,5	37,8	3,9	24,8	35,4	42,5
4	1	1946-1970	21,0	30	36,0	3,8	23,7	33,8	40,6
4	1	1971-1990	21,5	30,7	36,8	3,8	24,2	34,5	41,4
4	1	> 1990	19,7	28,2	33,8	3,5	22,2	31,7	38,0
4	2	< 1946	19,7	28,1	33,7	3,5	22,1	31,6	37,9
4	2	1946-1970	16,2	23,1	27,7	2,9	18,2	26,0	31,2
4	2	1971-1990	16,1	23	27,6	2,9	18,1	25,9	31,1
4	2	> 1990	16,9	24,2	29,0	3,0	19,0	27,2	32,6
4	3	< 1946	17,7	25,3	30,4	3,2	20,0	28,5	34,2
4	3	1946-1970	15,3	21,9	26,3	2,7	17,2	24,6	29,5
4	3	1971-1990	17,1	24,4	29,3	3,1	19,3	27,5	33,0
4	3	> 1990	16,7	23,8	28,6	3,0	18,8	26,8	32,2
4	4 et +	< 1946	17,9	25,5	30,6	3,2	20,1	28,7	34,4
4	4 et +	1946-1970	16,3	23,3	28,0	2,9	18,3	26,2	31,4
4	4 et +	1971-1990	15,6	22,3	26,8	2,8	17,6	25,1	30,1
4	4 et +	> 1990	17,6	25,1	30,1	3,1	19,7	28,2	33,8

ANNEXE 2 LOYERS DE RÉFÉRENCE, LOYERS DE RÉFÉRENCE MAJORÉS ET LOYERS DE RÉFÉRENCE MINORÉS									
secteur géographique	Nombre de pièces	Époque de construction	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré	Majoration unitaire du loyer de référence	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré
			Locations non meublées			locations meublées			
5	1	< 1946	20,7	29,6	35,5	3,7	23,3	33,3	40,0
5	1	1946-1970	19,7	28,2	33,8	3,5	22,2	31,7	38,0
5	1	1971-1990	19,0	27,1	32,5	3,4	21,4	30,5	36,6
5	1	> 1990	20,1	28,7	34,4	3,6	22,6	32,3	38,8
5	2	< 1946	17,7	25,3	30,4	3,2	20,0	28,5	34,2
5	2	1946-1970	17,0	24,3	29,2	3,0	19,1	27,3	32,8
5	2	1971-1990	15,8	22,5	27,0	2,8	17,7	25,3	30,4
5	2	> 1990	17,9	25,6	30,7	3,2	20,2	28,8	34,6
5	3	< 1946	16,2	23,2	27,8	2,9	18,3	26,1	31,3
5	3	1946-1970	14,0	20	24,0	2,5	15,8	22,5	27,0
5	3	1971-1990	14,6	20,8	25,0	2,6	16,4	23,4	28,1
5	3	> 1990	16,5	23,5	28,2	2,9	18,5	26,4	31,7
5	4 et +	< 1946	14,3	20,4	24,5	2,6	16,1	23,0	27,6
5	4 et +	1946-1970	15,0	21,4	25,7	2,7	16,9	24,1	28,9
5	4 et +	1971-1990	15,4	22	26,4	2,8	17,4	24,8	29,8
5	4 et +	> 1990	15,1	21,6	25,9	2,7	17,0	24,3	29,2

ANNEXE 2 LOYERS DE RÉFÉRENCE, LOYERS DE RÉFÉRENCE MAJORÉS ET LOYERS DE RÉFÉRENCE MINORÉS									
secteur géographique	Nombre de pièces	Époque de construction	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré	Majoration unitaire du loyer de référence	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré
			Locations non meublées			locations meublées			
6	1	< 1946	20,2	28,8	34,6	3,6	22,7	32,4	38,9
6	1	1946-1970	19,3	27,6	33,1	3,5	21,8	31,1	37,3
6	1	1971-1990	20,2	28,8	34,6	3,6	22,7	32,4	38,9
6	1	> 1990	19,1	27,3	32,8	3,4	21,5	30,7	36,8
6	2	< 1946	18,7	26,7	32,0	3,3	21,0	30,0	36,0
6	2	1946-1970	17,4	24,9	29,9	3,1	19,6	28,0	33,6
6	2	1971-1990	17,9	25,5	30,6	3,2	20,1	28,7	34,4
6	2	> 1990	16,6	23,7	28,4	3,0	18,7	26,7	32,0
6	3	< 1946	17,6	25,1	30,1	3,1	19,7	28,2	33,8
6	3	1946-1970	16,3	23,3	28,0	2,9	18,3	26,2	31,4
6	3	1971-1990	16,7	23,9	28,7	3,0	18,8	26,9	32,3
6	3	> 1990	16,9	24,1	28,9	3,0	19,0	27,1	32,5
6	4 et +	< 1946	16,7	23,9	28,7	3,0	18,8	26,9	32,3
6	4 et +	1946-1970	15,3	21,9	26,3	2,7	17,2	24,6	29,5
6	4 et +	1971-1990	15,5	22,1	26,5	2,8	17,4	24,9	29,9
6	4 et +	> 1990	17,3	24,7	29,6	3,1	19,5	27,8	33,4

ANNEXE 2 LOYERS DE RÉFÉRENCE, LOYERS DE RÉFÉRENCE MAJORÉS ET LOYERS DE RÉFÉRENCE MINORÉS									
secteur géographique	Nombre de pièces	Époque de construction	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré	Majoration unitaire du loyer de référence	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré
			Locations non meublées			locations meublées			
7	1	< 1946	19,7	28,2	33,8	3,5	22,2	31,7	38,0
7	1	1946-1970	18,0	25,7	30,8	3,2	20,2	28,9	34,7
7	1	1971-1990	18,8	26,8	32,2	3,4	21,1	30,2	36,2
7	1	> 1990	18,8	26,9	32,3	3,4	21,2	30,3	36,4
7	2	< 1946	17,1	24,4	29,3	3,1	19,3	27,5	33,0
7	2	1946-1970	16,3	23,3	28,0	2,9	18,3	26,2	31,4
7	2	1971-1990	16,7	23,8	28,6	3,0	18,8	26,8	32,2
7	2	> 1990	17,7	25,3	30,4	3,2	20,0	28,5	34,2
7	3	< 1946	16,3	23,3	28,0	2,9	18,3	26,2	31,4
7	3	1946-1970	16,0	22,9	27,5	2,9	18,1	25,8	31,0
7	3	1971-1990	15,5	22,1	26,5	2,8	17,4	24,9	29,9
7	3	> 1990	17,4	24,8	29,8	3,1	19,5	27,9	33,5
7	4 et +	< 1946	16,0	22,9	27,5	2,9	18,1	25,8	31,0
7	4 et +	1946-1970	15,1	21,5	25,8	2,7	16,9	24,2	29,0
7	4 et +	1971-1990	15,1	21,6	25,9	2,7	17,0	24,3	29,2
7	4 et +	> 1990	16,6	23,7	28,4	3,0	18,7	26,7	32,0

ANNEXE 2 LOYERS DE RÉFÉRENCE, LOYERS DE RÉFÉRENCE MAJORÉS ET LOYERS DE RÉFÉRENCE MINORÉS									
secteur géographique	Nombre de pièces	Époque de construction	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré	Majoration unitaire du loyer de référence	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré
			Locations non meublées			locations meublées			
8	1	< 1946	19,6	28	33,6	3,5	22,1	31,5	37,8
8	1	1946-1970	17,5	25	30,0	3,1	19,7	28,1	33,7
8	1	1971-1990	17,4	24,9	29,9	3,1	19,6	28,0	33,6
8	1	> 1990	19,1	27,3	32,8	3,4	21,5	30,7	36,8
8	2	< 1946	16,2	23,1	27,7	2,9	18,2	26,0	31,2
8	2	1946-1970	15,4	22	26,4	2,8	17,4	24,8	29,8
8	2	1971-1990	15,8	22,6	27,1	2,8	17,8	25,4	30,5
8	2	> 1990	16,8	24	28,8	3,0	18,9	27,0	32,4
8	3	< 1946	15,9	22,7	27,2	2,8	17,9	25,5	30,6
8	3	1946-1970	13,9	19,9	23,9	2,5	15,7	22,4	26,9
8	3	1971-1990	15,8	22,5	27,0	2,8	17,7	25,3	30,4
8	3	> 1990	16,5	23,6	28,3	3,0	18,6	26,6	31,9
8	4 et +	< 1946	15,6	22,3	26,8	2,8	17,6	25,1	30,1
8	4 et +	1946-1970	14,6	20,8	25,0	2,6	16,4	23,4	28,1
8	4 et +	1971-1990	15,3	21,9	26,3	2,7	17,2	24,6	29,5
8	4 et +	> 1990	17,2	24,5	29,4	3,1	19,3	27,6	33,1

ANNEXE 2 LOYERS DE RÉFÉRENCE, LOYERS DE RÉFÉRENCE MAJORÉS ET LOYERS DE RÉFÉRENCE MINORÉS									
secteur géographique	Nombre de pièces	Époque de construction	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré	Majoration unitaire du loyer de référence	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré
			Locations non meublées			locations meublées			
9	1	< 1946	18,9	27	32,4	3,4	21,3	30,4	36,5
9	1	1946-1970	17,6	25,1	30,1	3,1	19,7	28,2	33,8
9	1	1971-1990	17,3	24,7	29,6	3,1	19,5	27,8	33,4
9	1	> 1990	16,8	24	28,8	3,0	18,9	27,0	32,4
9	2	< 1946	16,5	23,6	28,3	3,0	18,6	26,6	31,9
9	2	1946-1970	14,2	20,3	24,4	2,5	16,0	22,8	27,4
9	2	1971-1990	15,7	22,4	26,9	2,8	17,6	25,2	30,2
9	2	> 1990	16,7	23,9	28,7	3,0	18,8	26,9	32,3
9	3	< 1946	15,3	21,9	26,3	2,7	17,2	24,6	29,5
9	3	1946-1970	12,9	18,4	22,1	2,3	14,5	20,7	24,8
9	3	1971-1990	14,9	21,3	25,6	2,7	16,8	24,0	28,8
9	3	> 1990	15,6	22,3	26,8	2,8	17,6	25,1	30,1
9	4 et +	< 1946	15,0	21,4	25,7	2,7	16,9	24,1	28,9
9	4 et +	1946-1970	12,3	17,5	21,0	2,2	13,8	19,7	23,6
9	4 et +	1971-1990	13,3	19	22,8	2,4	15,0	21,4	25,7
9	4 et +	> 1990	14,2	20,3	24,4	2,5	16,0	22,8	27,4

ANNEXE 2 LOYERS DE RÉFÉRENCE, LOYERS DE RÉFÉRENCE MAJORÉS ET LOYERS DE RÉFÉRENCE MINORÉS									
secteur géographique	Nombre de pièces	Époque de construction	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré	Majoration unitaire du loyer de référence	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré
			Locations non meublées			locations meublées			
10	1	< 1946	20,6	29,4	35,3	3,7	23,2	33,1	39,7
10	1	1946-1970	17,4	24,8	29,8	3,1	19,5	27,9	33,5
10	1	1971-1990	18,9	27	32,4	3,4	21,3	30,4	36,5
10	1	> 1990	20,4	29,2	35,0	3,7	23,0	32,9	39,5
10	2	< 1946	17,4	24,9	29,9	3,1	19,6	28,0	33,6
10	2	1946-1970	15,3	21,8	26,2	2,7	17,2	24,5	29,4
10	2	1971-1990	15,8	22,6	27,1	2,8	17,8	25,4	30,5
10	2	> 1990	17,6	25,2	30,2	3,2	19,9	28,4	34,1
10	3	< 1946	16,7	23,8	28,6	3,0	18,8	26,8	32,2
10	3	1946-1970	14,9	21,3	25,6	2,7	16,8	24,0	28,8
10	3	1971-1990	15,3	21,9	26,3	2,7	17,2	24,6	29,5
10	3	> 1990	15,9	22,7	27,2	2,8	17,9	25,5	30,6
10	4 et +	< 1946	14,6	20,9	25,1	2,6	16,5	23,5	28,2
10	4 et +	1946-1970	14,1	20,2	24,2	2,5	15,9	22,7	27,2
10	4 et +	1971-1990	15,5	22,2	26,6	2,8	17,5	25,0	30,0
10	4 et +	> 1990	16,5	23,6	28,3	3,0	18,6	26,6	31,9

ANNEXE 2 LOYERS DE RÉFÉRENCE, LOYERS DE RÉFÉRENCE MAJORÉS ET LOYERS DE RÉFÉRENCE MINORÉS									
secteur géographique	Nombre de pièces	Époque de construction	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré	Majoration unitaire du loyer de référence	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré
			Locations non meublées			locations meublées			
11	1	< 1946	20,0	28,6	34,3	3,6	22,5	32,2	38,6
11	1	1946-1970	17,2	24,6	29,5	3,1	19,4	27,7	33,2
11	1	1971-1990	18,2	26	31,2	3,3	20,5	29,3	35,2
11	1	> 1990	17,0	24,3	29,2	3,0	19,1	27,3	32,8
11	2	< 1946	17,2	24,5	29,4	3,1	19,3	27,6	33,1
11	2	1946-1970	16,0	22,8	27,4	2,9	18,0	25,7	30,8
11	2	1971-1990	16,3	23,3	28,0	2,9	18,3	26,2	31,4
11	2	> 1990	16,4	23,4	28,1	2,9	18,4	26,3	31,6
11	3	< 1946	16,3	23,3	28,0	2,9	18,3	26,2	31,4
11	3	1946-1970	13,4	19,2	23,0	2,4	15,1	21,6	25,9
11	3	1971-1990	13,9	19,8	23,8	2,5	15,6	22,3	26,8
11	3	> 1990	15,0	21,4	25,7	2,7	16,9	24,1	28,9
11	4 et +	< 1946	15,1	21,6	25,9	2,7	17,0	24,3	29,2
11	4 et +	1946-1970	15,1	21,5	25,8	2,7	16,9	24,2	29,0
11	4 et +	1971-1990	14,5	20,7	24,8	2,6	16,3	23,3	28,0
11	4 et +	> 1990	13,8	19,7	23,6	2,5	15,5	22,2	26,6

ANNEXE 2 LOYERS DE RÉFÉRENCE, LOYERS DE RÉFÉRENCE MAJORÉS ET LOYERS DE RÉFÉRENCE MINORÉS									
secteur géographique	Nombre de pièces	Époque de construction	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré	Majoration unitaire du loyer de référence	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré
			Locations non meublées			locations meublées			
12	1	< 1946	21,1	30,2	36,2	3,8	23,8	34,0	40,8
12	1	1946-1970	17,0	24,3	29,2	3,0	19,1	27,3	32,8
12	1	1971-1990	18,1	25,9	31,1	3,2	20,4	29,1	34,9
12	1	> 1990	18,8	26,8	32,2	3,4	21,1	30,2	36,2
12	2	< 1946	17,8	25,4	30,5	3,2	20,0	28,6	34,3
12	2	1946-1970	15,5	22,1	26,5	2,8	17,4	24,9	29,9
12	2	1971-1990	15,1	21,6	25,9	2,7	17,0	24,3	29,2
12	2	> 1990	17,8	25,4	30,5	3,2	20,0	28,6	34,3
12	3	< 1946	15,7	22,4	26,9	2,8	17,6	25,2	30,2
12	3	1946-1970	14,1	20,2	24,2	2,5	15,9	22,7	27,2
12	3	1971-1990	14,3	20,4	24,5	2,6	16,1	23,0	27,6
12	3	> 1990	16,1	23	27,6	2,9	18,1	25,9	31,1
12	4 et +	< 1946	13,7	19,5	23,4	2,4	15,3	21,9	26,3
12	4 et +	1946-1970	13,5	19,3	23,2	2,4	15,2	21,7	26,0
12	4 et +	1971-1990	15,2	21,7	26,0	2,7	17,1	24,4	29,3
12	4 et +	> 1990	16,3	23,3	28,0	2,9	18,3	26,2	31,4

ANNEXE 2 LOYERS DE RÉFÉRENCE, LOYERS DE RÉFÉRENCE MAJORÉS ET LOYERS DE RÉFÉRENCE MINORÉS									
secteur géographique	Nombre de pièces	Époque de construction	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré	Majoration unitaire du loyer de référence	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré
			Locations non meublées			locations meublées			
13	1	< 1946	18,5	26,4	31,7	3,3	20,8	29,7	35,6
13	1	1946-1970	16,9	24,2	29,0	3,0	19,0	27,2	32,6
13	1	1971-1990	14,9	21,3	25,6	2,7	16,8	24,0	28,8
13	1	> 1990	16,2	23,2	27,8	2,9	18,3	26,1	31,3
13	2	< 1946	15,7	22,4	26,9	2,8	17,6	25,2	30,2
13	2	1946-1970	13,4	19,2	23,0	2,4	15,1	21,6	25,9
13	2	1971-1990	12,7	18,2	21,8	2,3	14,4	20,5	24,6
13	2	> 1990	14,8	21,2	25,4	2,7	16,7	23,9	28,7
13	3	< 1946	14,4	20,6	24,7	2,6	16,2	23,2	27,8
13	3	1946-1970	11,8	16,8	20,2	2,1	13,2	18,9	22,7
13	3	1971-1990	11,9	17	20,4	2,1	13,4	19,1	22,9
13	3	> 1990	12,8	18,3	22,0	2,3	14,4	20,6	24,7
13	4 et +	< 1946	14,3	20,4	24,5	2,6	16,1	23,0	27,6
13	4 et +	1946-1970	10,1	14,4	17,3	1,8	11,3	16,2	19,4
13	4 et +	1971-1990	10,1	14,4	17,3	1,8	11,3	16,2	19,4
13	4 et +	> 1990	11,6	16,6	19,9	2,1	13,1	18,7	22,4

ANNEXE 2 LOYERS DE RÉFÉRENCE, LOYERS DE RÉFÉRENCE MAJORÉS ET LOYERS DE RÉFÉRENCE MINORÉS									
secteur géographique	Nombre de pièces	Époque de construction	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré	Majoration unitaire du loyer de référence	Loyer de référence minoré	Loyer de référence	Loyer de référence majoré
			Locations non meublées			locations meublées			
14	1	< 1946	17,3	24,7	29,6	3,1	19,5	27,8	33,4
14	1	1946-1970	16,8	24	28,8	3,0	18,9	27,0	32,4
14	1	1971-1990	16,4	23,4	28,1	2,9	18,4	26,3	31,6
14	1	> 1990	17,9	25,5	30,6	3,2	20,1	28,7	34,4
14	2	< 1946	16,1	23	27,6	2,9	18,1	25,9	31,1
14	2	1946-1970	14,7	21	25,2	2,6	16,5	23,6	28,3
14	2	1971-1990	14,0	20	24,0	2,5	15,8	22,5	27,0
14	2	> 1990	16,5	23,5	28,2	2,9	18,5	26,4	31,7
14	3	< 1946	14,6	20,8	25,0	2,6	16,4	23,4	28,1
14	3	1946-1970	13,6	19,4	23,3	2,4	15,3	21,8	26,2
14	3	1971-1990	13,4	19,1	22,9	2,4	15,1	21,5	25,8
14	3	> 1990	15,0	21,4	25,7	2,7	16,9	24,1	28,9
14	4 et +	< 1946	13,9	19,8	23,8	2,5	15,6	22,3	26,8
14	4 et +	1946-1970	13,0	18,6	22,3	2,3	14,6	20,9	25,1
14	4 et +	1971-1990	12,4	17,7	21,2	2,2	13,9	19,9	23,9
14	4 et +	> 1990	14,9	21,3	25,6	2,7	16,8	24,0	28,8

Annexe 3 : delimitation des quartiers

disponible à l'adresse suivante : www.drihl.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr.